

sont les milliers de petites entreprises qui emploient 20 personnes ou moins. En général, ces entreprises ont des avoirs inférieurs à 5 millions de dollars. Grâce à leurs propres travaux de recherche et de développement, beaucoup se sont trouvés un créneau sur les marchés nord-américains. Elles ont des produits commercialisables dans le monde entier. Elles utilisent une technologie qui a été créée au Canada et donne des emplois aux Canadiens.

Il n'y a rien dans cette loi qui empêche une multinationale d'acheter une petite entreprise canadienne et de transférer la technologie créée à l'extérieur de nos frontières. Nous y perdrons des emplois. Les possibilités d'emploi dans ce pays ne surgiront pas seulement à Montréal, Toronto ou Vancouver. Elles viennent également de coins éloignés des Maritimes ou de petites villes rurales du nord de l'Ontario. Pourquoi les députés qui représentent ces régions ne se lèvent-ils pas pour donner leur avis personnel sur ce projet de loi?

Au cours des 15 dernières années, nous avons assisté, dans le nord de l'Ontario, à une émigration nette de nos jeunes. Seuls les efforts des députés qui représentent ces régions, cherchant à obtenir du gouvernement en place des programmes qui défendent les intérêts de leur collectivité, ont pu limiter cette émigration à un minimum. Je pense que les électeurs devraient demander à leurs représentants qui devraient intervenir dans ce débat, s'ils ont perdu la voix.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, je dois dire que je suis sidéré par le mutisme absolu des conservateurs. Nombre des amendements proposés par les députés de mon parti et de l'opposition officielle méritent d'être approfondis et appuyés. Je souhaiterais que soit consigné par écrit un amendement proposé par mon collègue le député d'Essex-Windsor (M. Langdon), et dont voici le texte:

... d'établir pour l'économie canadienne, en matière d'investissement dans le secteur public et le secteur industriel privé, des lignes directrices à moyen et à long termes compatibles avec une stratégie industrielle axée sur le plein emploi, la croissance, la diversification, l'autonomie et la concurrence des exportations;».

Des entreprises de textiles ou de vêtements qui, dans certaines petites villes, constituent l'unique industrie, disparaissent chaque semaine. Les syndicats représentant les employés du textile et du vêtement n'ont cessé de demander au gouvernement de prendre des mesures pour assurer la survie de ces industries et assurer des emplois. Il reste qu'au Canada, comme aux États-Unis, des usines ferment leurs portes toutes les semaines. Des entreprises qui fonctionnent depuis 40 ou 50 ans ferment, très souvent en faillite, et des gens qui y travaillaient depuis dix, 20 ou 30 ans, se retrouvent au chômage. L'explication de ce drame, c'est qu'aucune entreprise nord-américaine dans ces domaines n'est en mesure de concurrencer les produits fabriqués dans de nombreux pays du tiers monde où les employés sont payés moins à la journée que les travailleurs canadiens ne le sont à l'heure.

Cela ne veut pas dire que je sois contre les importations. Je ne veux pas dire que ce n'est pas avantageux pour les consommateurs d'importer des vêtements ou des textiles de l'étranger. Mais, si le gouvernement se soucie du peuple canadien, il faut qu'il élabore des politiques permettant le recyclage des

employés de ces industries qui sont amenées à disparaître ou, de toute façon, à comprimer de plus en plus leurs effectifs. A Winnipeg, 10,000 à 15,000 personnes travaillent dans le textile et le vêtement. Si ces entreprises ne sont plus concurrentielles, si elles n'ont plus de commandes, elles feront faillite, et la situation deviendra grave. Ce sera dramatique. L'emploi à Winnipeg est diversifié, et il faut espérer que les travailleurs de l'industrie pourront se recycler. Mais je suis inquiet pour les employés de ces deux secteurs à Winnipeg. Je suis encore plus inquiet pour ceux qui sont employés dans ces deux secteurs dans des villes du Québec, et pas seulement à Montréal, où il n'y a pas de possibilité de recyclage. Je n'ai pas encore entendu un seul député conservateur du Québec parler des inquiétudes, et je suis sûr qu'il y en a, de ses électeurs au sujet de ce qui leur arrivera si le gouvernement n'adopte pas une politique assurant la protection de ces emplois ou ne veille pas au moins à prévoir des solutions de remplacement lorsque ces emplois disparaîtront.

• (1650)

Je voudrais maintenant passer à un autre problème, à savoir le souhait du gouvernement conservateur actuel de privatiser les sociétés de la Couronne. Nous n'avons jamais eu de gouvernement social-démocrate au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Orlikow: J'entends quelqu'un dire bravo. Nous, les sociaux-démocrates, nous croyons au contrôle public d'une bonne partie des entreprises. Nous n'avons jamais eu au Canada de gouvernement social-démocrate. Toutes les sociétés de la Couronne, et je veux parler de celles qui relèvent du gouvernement et du Parlement fédéral et de presque toutes les sociétés de la Couronne provinciales, ont été établies par des gouvernements libéraux, conservateurs, créditistes, unionistes ou péquistes. Pourquoi ont-elles été créées? Parce que le gouvernement fédéral ou provincial percevait un besoin dans la province ou le pays qui n'était pas comblé par le secteur privé et croyait devoir s'en mêler. Le peuple canadien, c'est-à-dire le gouvernement du Canada, est maintenant propriétaire de deux sociétés de la Couronne très importantes dans le domaine de l'aéronautique et de l'aérospatiale. Je veux parler de Canadair et de de Havilland. Pourquoi ces entreprises sont-elles des sociétés de la Couronne? C'est parce que, à un certain moment, lorsqu'elles appartenaient au secteur privé, les affaires ont tellement périclité que leurs propriétaires ont dit: «C'est assez, nous ne pouvons plus continuer. Nous allons fermer.» Avec le consentement du Parlement, le gouvernement du Canada a alors décidé qu'un pays industrialisé moderne avait besoin d'une industrie aéronautique et aérospatiale et qu'il ne fallait pas laisser ces entreprises disparaître. Nous avons vu ce qui est arrivé lorsqu'un ancien gouvernement conservateur a fait disparaître la société qui avait mis au point l'Avro Arrow. de Havilland et Canadair sont maintenant des sociétés de la Couronne. Elles emploient des milliers de travailleurs à Toronto et à Montréal. Le gouvernement affirme qu'il va privatiser ces entreprises.